

la géographie les paysanneries africaines et le développement agricole de l'Afrique tropicale

Les résultats souvent médiocres des entreprises de développement agricole engagées depuis vingt ans en Afrique tropicale suscitent interrogations et réflexions critiques. Des spécialistes de plus en plus nombreux s'attachent à définir de nouvelles méthodologies et à préciser les conditions d'une action plus efficace. Tous paraissent s'accorder à considérer que les erreurs commises tiennent à la mise en œuvre de politiques qui ont trop négligé la réalité paysanne, sa spécificité et son extrême diversité. Les géographes ne sont pas restés à l'écart de ce débat. L'importance des travaux qu'ils ont consacrés au monde rural africain leur confère une indéniable compétence à participer à cette réflexion critique et à apporter leur contribution sur ce terrain, en témoignant de la richesse et des potentialités des agricultures africaines. Leur point de vue, exprimé parfois avec vigueur, rejoint sur bien des points celui des autres spécialistes. Il ne serait sans doute pas sans intérêt que, au-delà de cette démarche critique, les géographes soient mieux associés que jusqu'à présent à la mise au point des projets, à leur « évaluation », dans la perspective de politiques agricoles réorientées en vue de corriger les erreurs du passé.

Les travaux consacrés depuis vingt ans par les géographes aux campagnes africaines sont considérables. Le bilan que l'on peut en dresser rapidement met en évidence non seulement l'élargissement du champ de la recherche, mais aussi son approfondissement.

Longtemps, la connaissance des agriculteurs africains n'a reposé que sur un nombre limité de travaux consacrés à quelques groupes ethniques ou à quelques régions dont l'originalité ou la position géographique avaient attiré l'attention des chercheurs (1). Des synthèses éclairantes (2), établies sur cette base, avaient mis en évidence, dès les années 50, la profonde originalité de ce monde rural, tandis que l'ouvrage de P. Gourou, consacré à l'ensemble des pays tropicaux, posait en termes vigoureux les bases d'une géographie agraire tropicale et formulait les interrogations essentielles (3).

Ce n'est pourtant qu'après les indépendances, avec la publication de quelques ouvrages fondamen-

taux consacrés à de vastes ensembles régionaux, que cette recherche assure solidement ses bases sur le plan des méthodes et des thèmes de recherche (4).

Depuis vingt ans, les études de géographie rurale menées en Afrique noire s'inscrivent dans la voie tracée par ces œuvres majeures et se manifestent essentiellement comme une investigation des campagnes africaines, à partir des quelques points forts géographiques et thématiques explorés dans les années 1960.

La multiplication des travaux s'est faite suivant ces axes. Ils ont singulièrement étendu le domaine couvert par la recherche.

Une cartographie comparée des espaces africains soumis à l'enquête des géographes en 1960 et en 1980 ferait apparaître cette remarquable extension. Elle montrerait que les larges plages laissées vides par la recherche il y a vingt ans se sont considérablement rétrécies. Aucun pays, aucune région, aucun type

(1) ENJALBERT : « les Kabré du Nord-Togo », *Cahiers d'outre-mer*, 1956.

(2) J. RICHARD-MOLARD : *Les Terroirs tropicaux d'Afrique*, *Annales de géographie*, nov.-déc. 1951.

(3) P. GOUROU : *Les Pays tropicaux*, P.U.F., 1966.

(4) Notamment : SAUTTER : *De l'Atlantique au fleuve Congo*, Paris, Mouton, 1966.
PELISSIER : *Les paysans du Sénégal. Les civilisations agraires du Cayor à la Casamance*, Saint-Yrieix, 1966.
GALLAIS : *Le delta intérieur du Niger*, Dakar, Ifan, 1966.

d'agriculture n'ont été laissés à l'écart par les géographes français ou africains, de plus en plus nombreux. Le bilan spatial est impressionnant, même apprécié à travers simplement les publications d'accès facile qui se sont efforcées de mettre à la disposition d'un large public les résultats de cet effort (5), alors qu'une masse de travaux demeure confidentielle par la force des choses.

Plus essentiel encore est l'approfondissement de la démarche géographique qui se manifeste à travers les plus significatives de ces études. Les géographes ont fait preuve en effet d'un souci croissant de mobiliser à leur service de nouveaux outils, de cerner plus vigoureusement leur objet propre et de choisir les points d'attaque les plus prometteurs, de ne pas négliger les apports des autres sciences ayant la campagne et l'agriculture comme champs de recherche et, point décisif, de mettre au centre de leurs préoccupations le devenir de ce monde rural qu'ils s'efforcent d'analyser et de comprendre.

Hommes de terrain par définition, les géographes ont continué à privilégier dans leur approche de la campagne africaine la pratique des hommes et l'enquête directe. Mais la photographie aérienne a été de plus en plus sollicitée pour compléter et éclairer l'enquête au sol. Son utilisation a facilité la réalisation d'une cartographie des espaces agraires de plus en plus systématique, devenue dans de nombreux cas l'élément fondamental de la recherche. L'analyse des paysages agraires y a gagné en précision.

L'intérêt des « découvertes » autorisées par une recherche appuyée sur une expression cartographique précise des faits agraires a conduit les géographes à privilégier un espace bien circonscrit, le terroir, devenu le domaine de prédilection des études géographiques. La fécondité de cette orientation, bien mise en évidence, par les résultats obtenus par les premières monographies (6) a eu pour effet d'inciter de nombreux chercheurs à s'engager dans cette voie et à fonder des études plus étendues sur les méthodes d'investigation mises au point dans ce cadre. Sans pour autant négliger d'autres directions de recherche, les

géographes ont ainsi mis en évidence l'intérêt de leur apport à partir d'un objet spatial, le terroir africain, dont la description et l'élucidation sont un moyen privilégié pour qui veut atteindre à la compréhension, au-delà du visible, des mécanismes sociaux et économiques qui président à l'organisation des communautés et des espaces agraires.

La spécificité de son approche n'a pas isolé, bien au contraire, la géographie. Plus que jadis, et mieux sans doute que dans les autres domaines géographiques, la recherche géographique s'est montrée ouverte aux développements des autres sciences. Cette fréquentation explique sans doute l'attention croissante portée par les géographes aux questions relatives aux équilibres biologiques, au travail agricole et à l'économie rurale, à la société agraire dans ses rapports avec, notamment, l'organisation foncière.

Elle ne s'est pas tenue non plus à l'écart des problèmes fondamentaux du développement agricole. Les travaux géographiques sont de fait de plus en plus marqués par la préoccupation de définir les conditions et les moyens possibles d'une modernisation agricole. Elle est présente dans la plupart des publications, souvent comme réflexion ultime, en guise de conclusion (7). Elle s'est exprimée aussi, moins fréquemment à vrai dire, dans des réflexions sur les politiques agricoles et les résultats obtenus dans un cadre régional ou national (8).

Elle s'est manifestée enfin dans quelques articles où sont formulées les réserves du géographe vis-à-vis des entreprises de développement et de leur inadéquation (9).

Cette attitude critique des géographes face aux expériences de développement se fonde sur la

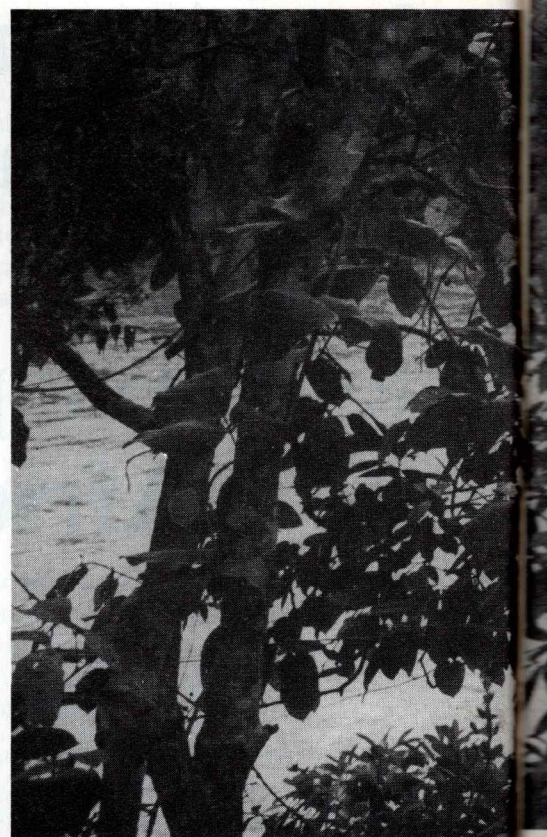
(5) Notamment :

- **Systèmes agraires africains**, *Cahiers d'études africaines* n° 47,
- **Terroirs africains et malgaches**, *Études rurales* n° 37, 38, 39, janvier-septembre 1970.
- **Collection Atlas des structures agraires du Sud du Sahara** (études monographiques), Mouton.

(6) **Collection Atlas des structures agraires**.

(7) J. GALLAIS, PÉLISSIER : *Conclusions de leurs thèses*.

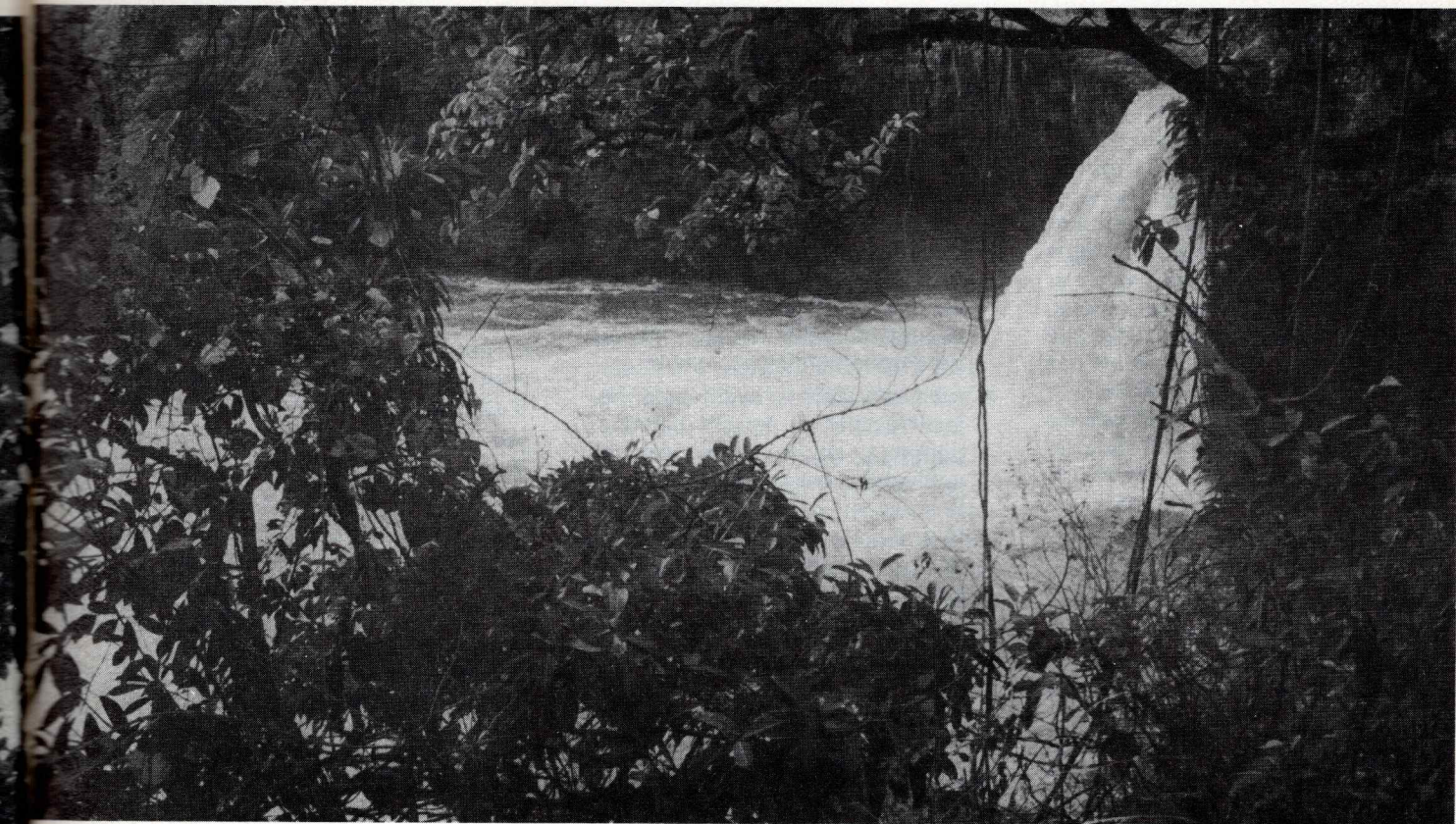
(8) P. PÉLISSIER : *Réflexions sur une entreprise de développement par la vulgarisation agricole*, *Géographie tropicale offerte à P. Gourou*, 1972, Mouton.



conviction que trop souvent les « opérations de développement » négligent de prendre en considération les réalités paysannes telles qu'elles apparaissent à travers la masse des études qui leur ont été consacrées depuis vingt ans.

Pour les géographes en effet la promotion de l'agriculture africaine ne se réalisera que si les actions de développement tiennent le plus grand compte de la situation réelle des paysanneries et de leur dynamisme, en bref, d'un certain nombre de faits, clairement établis, concernant ce monde rural que l'on aspire à faire progresser. Dans une optique opérationnelle il convient en effet de ne pas ignorer la valeur des pratiques traditionnelles, les facultés d'adaptation manifestées par les paysans, la situation de crise de cette agriculture et les blocages et contraintes qui en entravent le progrès, la spécificité des motivations paysannes et des logiques qui animent et orientent l'effort paysan.

Le paysan africain est loin d'être cet agriculteur primitif que l'on décrit encore parfois. Il fait preuve d'une grande habileté dans la mise en valeur du sol. Certes, la valeur des techniques pratiquées est variable et, de l'extensif à l'intensif, la



gamme des systèmes utilisés est très large. Mais, pour aller à l'essentiel, tous les travaux débouchent sur une même constatation : le paysan africain est maître dans l'art d'exploiter un milieu souvent difficile, ingrat. Il a une grande connaissance des aptitudes des différents types de milieux qu'il soumet à la culture. Il développe des techniques souvent efficaces pour ménager le sol et le protéger. Il utilise au mieux l'arbre pour réduire les effets de l'érosion, enrichir le sol et nourrir le bétail (10).

Les systèmes de culture sont très complexes; les rotations sont savantes; les types de champs nombreux et habilement répartis dans l'espace (11). Le calendrier cultural lui-même se fonde sur une large expérience du climat et de ses caprices.

En bref, compte tenu des contraintes imposées par la nature et des limites des technologies qu'il maîtrise, le cultivateur africain force l'admiration par l'efficacité de son action. Le monde rural africain n'est pas le domaine de cultivateurs archaïques, mais le cadre de vie de paysanneries plus ou moins savantes, constatation banale pour tous ceux qui ont fréquenté les villages et les champs de l'Afrique

tropicale, constatation banale qu'il est bon sans doute de rappeler parfois.

Cette paysannerie possède à un haut degré une autre qualité indéniable. Elle fait preuve d'une grande capacité d'adaptation et d'innovation. Elle n'est nullement figée dans ses pratiques ancestrales.

Capacité à adapter de nouvelles cultures, à les intégrer dans son système de production, l'essor des cultures de plantation et le développement des cultures maraîchères sont là pour en témoigner. Capacité à s'ouvrir aux technologies nouvelles, en mobilisant, lorsque cela lui paraît nécessaire, son épargne. Les progrès de la culture attelée

enregistrés dans de nombreux pays (Sénégal, Tchad, Côte-d'Ivoire) en sont une manifestation éloquente. Capacité à choisir, parmi les propositions qui lui sont faites, celles qui correspondent le mieux à ses besoins et à ses possibilités et à rejeter les autres. A sa manière, le paysan africain est un bon comptable (12).

Mais cette aptitude à l'innovation, au progrès technique, a ses limites. Le monde rural africain se trouve confronté à de graves difficultés. La crise des campagnes est générale. Les signes les plus manifestes en sont l'exode rural et le déséquilibre de la production vivrière. Les causes en sont multiples. La pénétration de l'économie monétaire et la crise sociale et morale qui l'accompagne souvent, l'augmentation de la pression démographique, l'attrait de la ville et des revenus citadins, la dégradation des conditions naturelles sont les plus évidentes. Elle atteint, avec une vigueur et sous des formes spécifiques, la plupart des communautés villageoises. Partout le développement passe par une analyse de ses aspects locaux et par la mise en œuvre des moyens propres à dégager les solutions adaptées à chaque cas, susceptibles de réduire les contraintes.

(9) Notamment :
G. SAUTTER : « **Dirigisme opérationnel et stratégie paysanne ou l'aménageur aménagé** (l'espace géographique n° 4, 1978).
P. PÉLISSIER : **Le paysan et le technicien : quelques aspects d'un difficile face à face**. Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique tropicale. Acte de colloque de Ouagadougou (4-8 décembre 1978). Mémoires ORSTOM n° 89.

PÉLISSIER : Ouvrage cité (4).

(11) B. GUILLOT : **La Terre Enkou** (Congo). Atlas des structures agraires au sud du Sahara n° 8, Mouton, 1973.

(12) J. CHAMPAUD : **Mom (Cameroun) ou le Refus de l'agriculture de plantation** dans « *Études Rurales* » n° 97 - 38, 39, janvier-septembre 1970.

Ni primitives ni figées, atteintes par de graves déséquilibres, les paysanneries africaines sont des organisations sociales complexes, diverses, en pleine transformation. Leurs réactions face aux propositions de changement ne sont compréhensibles qu'appréhendées à partir de leur propre système culturel de référence. Elles ont leur logique propre, leur propre projet, au plan individuel et social. Il est une évidence que cette logique n'est pas la même que celle qui préside à l'élaboration des plans et des projets de développement. Le dialogue du paysan et du « développeur » s'inscrit dans le cadre plus général du dialogue des civilisations (13).

Telles sont, très brièvement résumées, les constatations essentielles que l'œuvre des géographes a contribué à mettre en évidence. Il importe de ne pas les oublier lorsque l'on se propose de promouvoir le développement des paysanneries africaines. Il n'est pas évident qu'il en ait été toujours ainsi et que les politiques agricoles et les projets de développement aient été toujours conçus en tenant compte des potentialités, des aptitudes, des contraintes et du substrat culturel de ce monde paysan.

Depuis vingt ans les politiques agricoles africaines se sont efforcées d'améliorer la production agricole, et le sort des paysans, par la réalisation de « projets » ou « d'opérations », financés en partie par l'aide extérieure.

Schématiquement ces actions se rangent en deux catégories :

- les interventions visant, par la vulgarisation de thèmes techniques et par l'organisation des secteurs annexes, commercial notamment, à favoriser le déve-

loppement d'une ou plusieurs cultures, commerciales essentiellement. L'objectif est le plus souvent d'accroître les rendements. Elles intéressent généralement l'ensemble national. Elles ont tendance à céder la place à des opérations « intégrées » qui se différencient des précédentes par un plus grand souci des finalités sociales et, dans quelques cas, par une conception moins sectorielle du développement agricole (14).

- les interventions ayant pour objectif la création, à partir d'aménagements, de nouveaux espaces cultivables. Les projets fondés sur la mise en place de périmètres hydroagricoles et les opérations de « colonisation planifiée » se rattachent à ce type.

L'opération de développement est devenue l'outil essentiel de la politique agricole des États et l'aide internationale a favorisé cette approche dans la mesure où les bailleurs de fonds ont tout naturellement manifesté leur préférence pour ces projets clairement identifiés dans le temps et l'espace, aux objectifs bien précisés (15).

Un bilan d'ensemble de cette politique, de ces « opérations » n'est évidemment pas facile à dresser. On observe d'indéniables réussites (Mali-Sud), des développements prometteurs (production cotonnière au Sud-Tchad), beaucoup d'échecs aussi, bien mis en évidence dans les documents, de plus en plus nombreux, qui s'efforcent « d'évaluer » leurs résultats (16). Leur lecture confirme que les problèmes de ces entreprises tiennent souvent à l'ignorance ou à la sous-estimation de ces faits essentiels que l'on a rappelés ci-dessus. Sur bien des points, les réflexions critiques des géographes rejoignent les jugements que les « évaluateurs », économistes, agronomes et sociologues sont amenés à formuler. Un consensus assez large paraît se faire sur l'inadaptation et les insuffisances des conceptions qui ont présidé à l'élaboration et à la mise en œuvre de ces politiques.

Le géographe insistera par ailleurs sur l'importance des techniques d'encadrement dont les déficiences sont une cause majeure de bien des déceptions.

Il paraît désormais clairement établi que beaucoup de projets agricoles ne répondent pas à des besoins réels, clairement exprimés par les communautés agraires. Ils s'organisent non pas en fonction de la situation, du dynamisme et des capacités du paysannat, mais par rapport à des préoccupations qui leur demeurent étrangères.

Le projet répond le plus souvent à un objectif « national ». Il s'agit souvent de réduire les importations, d'augmenter les exportations ou de produire sur place la matière première d'une agro-industrie.

Il s'agit dans bien des cas d'obtenir un financement extérieur pour un projet rapidement mis sur pied, sur les indications d'un bailleur de fonds dont on sait qu'il donnera un accord. Cette pratique est responsable des graves déficiences dans la conception même des projets et explique leur inadéquation. Elle a fait l'objet de critiques vigoureuses que l'on se contentera de résumer ici (17).

Ce qui est mis en cause en définitive, c'est la grave insuffisance des études préalables à partir desquelles sont bâtis les projets. Le groupe social est laissé à l'écart. Son histoire et son évolution sont délibérément ignorées. Les études socio-économiques et géographiques, qui pourraient éclairer la décision et déboucher sur un projet susceptible d'apporter des solutions aux problèmes réels du groupe paysan ne font pas réellement partie de l'analyse. Elles demeurent marginales. Elles interviennent fréquemment après que la décision a été prise et que les grands traits de l'intervention ont été tracés.

Bien plus, l'analyse des réalités paysannes repose souvent sur des concepts inadéquats : ménage, chef d'exploitation, exploitation moyenne type, rendements à l'hectare dont l'utilisation occulte la diversité des situations foncières et économiques, l'existence de multiples niveaux de décisions, et compose une image appauvrie de la société rurale.

Le projet, dont la rentabilité financière et économique est justifiée à partir de quantifications hasardeuses, demeure étranger, totalement extérieur, à ce monde paysan

(13) SAUTTER : (article cité en 9).

(14) H. DUPRIEZ : **Projets de développement rural intégrés réalisés avec l'aide du F.E.D. en Afrique noire**. Évaluation et perspectives, C.E.E., novembre 1977.

(15) Cette attitude est commune aux aides bilatérales et multilatérales.

(16) Abondante littérature qui concerne l'évaluation et les méthodologies de l'évaluation : exposé méthodologique récent dans « guide d'évaluation a posteriori des opérations de développement rural ». Méthodologie de la planification n° 14, S.E.D.E.S., ministère de la Coopération 1979.

(17) AMIRA - AFIRD, février 1978 : **« Méthodes d'évaluation des projets »** analyse du milieu rural avant, pendant et après une opération de développement.

réel qu'il ambitionne de transformer. Les conceptions qui inspirent l'élaboration des projets sont un obstacle à leur prise en charge par les intéressés eux-mêmes.

Les exemples sont nombreux qui illustrent cette distorsion. Le paysan adopte alors une attitude « incompréhensible ». Il n'apporte pas la réponse attendue par les développeurs. Il n'adhère pas au projet. Il remet en cause le schéma qui lui est imposé. Il détourne les aménagements de leur finalité.

Dans certains cas, il développe son propre projet, différent de celui que l'encadrement lui propose (18). Dans d'autres cas l'aménagement est gommé par les utilisateurs (19).

D'autres exemples confirment a contrario que le succès tient souvent en une rencontre heureuse entre les motivations paysannes et les propositions des développeurs. Rencontre fortuite parfois, reposant dans quelques cas sur une analyse sérieuse des objectifs et des possibilités du groupe rural. Au terme de l'évaluation d'un projet consacré à la « restauration des sols et au développement agricole de la région de Boukombe (Bénin) », l'auteur conclut en ces termes : « les actions entreprises qui ont été couronnées de succès sont celles qui n'entraînaient pas un bouleversement profond des habitudes des producteurs et correspondaient à leur motivation profonde — suppression de la disette et obtention de revenus monétaires... le volet agricole du projet a réussi grâce à la simplicité et à l'efficacité des thèmes et au fait que ceux-ci répondaient aux motivations paysannes ». (20).

Les difficultés de nombreuses opérations ne tiennent pas seulement au caractère plaqué, étranger du schéma que les développeurs s'efforcent d'appliquer.

La défaillance des techniques d'encadrement, c'est-à-dire de l'armature administrative et sociale, se

révèle un facteur souvent déterminant. Les géographes sont particulièrement sensibles au rôle positif ou négatif que jouent ces techniques dans le processus de développement. A l'analyse il apparaît en effet que le progrès agricole exige que le paysan puisse s'approvisionner aisément et régulièrement, qu'il puisse vendre dans de bonnes conditions à travers un système de commercialisation qui lui garantisse la meilleure rémunération, qu'il puisse bénéficier des services sociaux auxquels il aspire.

Or, de nombreuses opérations se trouvent compromises par les carences de cette armature. Le mauvais état du réseau routier est fréquemment un obstacle qui bloque ou freine le développement de la production. Le système de commercialisation est souvent défaillant et la politique des prix peu incitative. Les approvisionnements sont irréguliers. La distribution des produits de consommation n'est pas assurée correctement.

Autant de facteurs qui concourent à dissuader le paysan de s'engager dans l'amélioration de sa production et à annuler les efforts déployés par ailleurs.

Le développement agricole passe par la mise en place préalable de ces structures d'organisation. La réussite des politiques agricoles reste subordonnée à une politique efficace d'aménagement de l'espace et de mise en place des infrastructures administratives, commerciales et sociales sans lesquelles aucun développement n'est possible. Pour les géographes il s'agit d'une priorité. Sur un plan opérationnel sa prise en considération implique que l'effort de développement agricole soit intégré dans une action plus globale de planification régionale et soit articulé sur une organisation cohérente du marché.

La critique des conceptions qui sous-tendent les politiques agricoles adaptées et mises en œuvre en Afrique tropicale depuis vingt ans, débouche ainsi sur des propositions.

Il s'agit de reconsidérer la place faite aux paysanneries dans les opérations de développement. Plus profondément, à la démarche déductive qui a prévalu jusqu'à présent, il faut substituer l'approche inductive, par-

tie des réalités paysannes, et concevoir les interventions en fonction des objectifs définis avec le groupe paysan lui-même. Se mettre en clair à l'écoute et au service du paysan, lui fournir les moyens de résoudre les problèmes précis et prioritaires qu'il a lui-même identifiés. Et concevoir cette politique dans un cadre spatial significatif en évitant d'étendre à des espaces non homogènes des actions stéréotypées.

Il s'agit aussi d'inscrire ces politiques dans le cadre d'une planification et d'un aménagement du territoire qui aient pour objectif fondamental de placer les groupes paysans en situation de répondre dans les meilleures conditions aux sollicitations des développeurs et aux besoins du marché intérieur, notamment des cités en croissance rapide. Autosuffisance paysanne et satisfaction de la demande intérieure, tels devraient être les axes prioritaires de cette politique.

Il ne faut pas, évidemment, sous-estimer le poids des habitudes acquises et les résistances qui ne manqueront pas de freiner l'adoption de ces politiques nouvelles. Les géographes ont leur rôle à jouer dans cette réorientation. Leur connaissance des paysanneries africaines est un atout sérieux. Leur vocation d'hommes de terrain les habilite, dans cette perspective nouvelle, à se faire les interprètes de la demande paysanne et à l'éclairer par l'analyse des situations locales. Ce que le géographe peut apporter, c'est en définitive son sens du concret et son témoignage de la spécificité et de l'originalité des communautés agraires dans leur rapport à l'espace productif.

De leur côté il paraît souhaitable que les géographes attachent plus d'attention à la démarche et aux méthodes d'évaluation que s'efforcent de promouvoir certains agronomes, économistes et sociologues qui sont aussi soucieux qu'eux de voir reconsidérer les objectifs et les méthodes d'élaboration des projets agricoles. Leur intégration à ces équipes leur permettrait de passer de la réflexion critique isolée à une action plus constructive et, pourquoi pas ?, à une participation directe à l'élaboration des projets.

Gérard LA COGNATA
Lucien COUSIN

(18) P. MILLEVILLE et J.-P. DUBOIS : Réponses paysannes à une opération de mise en valeur de terres neuves au Sénégal dans « Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique tropicale ». Actes du colloque de Ouagadougou (déc. 1978), ORSTOM n° 89.

(19) J.-Y. MARCHAL : L'espace des techniques et celui des paysans. Histoire d'un périmètre anti-érosif en Haute-Volta (idem).

(20) Développement agricole du département de l'Atakora (Bénin) (cf. 14, pages 82 et suivantes).